

DEUX SOUS MARINS DANS LA TOURMENTE :
NOVEMBRE 1936, COMLOT DÉCOUVERT SUR LE SOUS-MARIN
LE TONNANT À TOULON
SEPTEMBRE 1937, L'AFFAIRE DU SOUS-MARIN ESPAGNOL EN
RADE DE BREST

Gabriel JAUFFRET

Les incidents d'une extrême gravité qui se déroulèrent sur le sous-marin *Le Tonnant* à Toulon en novembre 1936 et à Brest en 1937 sur le sous-marin espagnol *C-2* sont liés à la guerre d'Espagne. Mais avant d'en venir à leur évocation, il convient de souligner qu'ils ont laissé peu de trace dans la mémoire collective des Français et que tous deux se sont déroulés dans le climat délétère des années 1930. La France connaît alors une situation politique particulièrement instable. Le 16 mars 1936, Hitler dénonçait le traité de Versailles. Le 9 mai, Mussolini annexait l'Éthiopie, en mai 1936 toujours, les élections législatives portaient le Front populaire au pouvoir. L'opinion publique est déchirée. Pacifistes, socialistes et communistes se heurtent à l'opposition déterminée des Croix de Feu, des Jeunesses patriotiques, de l'Action française. Le 18 juillet 1937, la guerre d'Espagne débute, elle ne s'achèvera que le 1^{er} avril 1939, après trois ans d'un conflit sanglant qui opposa républicains et nationalistes. Au lendemain du coup d'état nationaliste, le général Franco sollicitait une assistance matérielle auprès des capitales européennes. Cette initiative devait annoncer l'internationalisation du conflit et conduire la France, le 1^{er} août 1936, à proposer à la communauté internationale l'adoption d'une convention de non-intervention dans le conflit. L'Union soviétique et III^e Reich en acceptaient le principe mais ne le respectèrent jamais. Seuls les États-Unis et la Grande-Bretagne s'y conformeront. La France, sous la pression des socialistes, optait pour une attitude singulière en fournissant clandestinement du matériel militaire aux républicains espagnols. Dès le début du conflit l'Italie et l'Allemagne répondaient aux sollicitations du général Franco. L'Italie engageait aux côtés de l'armée franquiste un corps expéditionnaire fort 80 000 hommes et un matériel considérable dont des avions et plus d'une centaine de canons. L'Allemagne engageait aux côtés des nationalistes la légion Condor, forte de 6000 hommes, qui s'illustra sinistrement lors du bombardement de Guernica - 1600 morts – ainsi que soixante-douze chars de combat et cent vingt-deux pièces d'artillerie. Dans cette véritable course aux armements le gouvernement républicain espagnol fit essentiellement appel à l'URSS afin de se pourvoir en matériels militaires. C'est ainsi que par voie maritime, entre février et mars 1937, elle lui fournira du carburant, des centaines d'avions de chasse, près de deux cents chars et contribuera à mettre sur pied les brigades internationales. La tension internationale est vive, la paix est menacée. La passivité des démocraties européennes, les neutralismes américain et britannique laissent le champ libre à l'Allemagne et à l'Italie. La guerre d'Espagne et la guerre d'Éthiopie font peser sur le monde la perspective d'une guerre générale. L'Europe tanguer sur un volcan.

Dès le début des hostilités, la France, l'Allemagne, l'Italie, la Grande-Bretagne dépêchaient sur le littoral espagnol des navires pour évacuer leurs ressortissants et défendre leurs intérêts, lutter contre la contrebande et la piraterie sous-marine. L'aspect naval de la guerre d'Espagne et l'importante participation de la marine nationale à cette intervention est aujourd'hui largement oubliée par les Français. Cette intervention a fait l'objet d'un ouvrage remarquable du vice-amiral d'escadre René Sabatier de Lachadenède, qui fut un des membres éminents de notre compagnie *La Marine française et la guerre civile d'Espagne*. Cet ouvrage, véritable somme, n'a pas eu toute l'audience qu'il méritait du fait de la disparition de son auteur avant sa publication. Il est d'autant plus remarquable que le vice-amiral d'escadre Sabatier de Lachadenède, historien scrupuleux, fut aussi témoin de cette intervention. En effet, jeune officier, il fut embarqué en 1938 sur le contre-torpilleur *Valmy* affecté à la surveillance du littoral espagnol. Nous lui devons de nombreux emprunts. Le 22 juillet 1936, le vice-amiral Mouguet, commandant la première escadre à Toulon, et le vice-amiral de Laborde recevaient l'ordre d'envoyer dans les délais les plus brefs des bâtiments de guerre et de les mettre à la disposition des consuls de France, avec pour mission d'évacuer les ressortissants français et d'assurer les liaisons de nos représentants diplomatiques. Il n'est pas dans notre propos d'évoquer cette mission qui se prolongera jusqu'à la fin de la guerre d'Espagne sous des formes différentes. Nous ne retiendrons de cette époque que ses incidences liées au conflit révélatrices du climat délétère qui régnait en France : mouvements d'humeur sur des bâtiments de l'escadre de la Méditerranée, complot du *Tonnant* et affaire du sous-marin espagnol *C2* en rade de Brest.

Le complot du sous - marin *Le Tonnant*

Le 24 juillet, le croiseur *Duquesne* qui porte la marque de l'amiral Gensoul assure la direction des évacuations des ressortissants français contraints de quitter l'Espagne, où la situation est devenue explosive. Le contre-torpilleur *Albatros* a rallié Valence, le *Maillé-Brézé* Tanger en renfort de *La Tempête*, *L'Adroit* Séville, deux paquebots réquisitionnés rallient Barcelone. Le 6 août, alors que le *Duquesne* se trouve à quai à Barcelone, l'équipage refuse de se rendre à la distribution des repas, prétextant la mauvaise qualité de la nourriture. Ce mouvement d'humeur est jugé suffisamment grave pour que l'amiral Gensoul renvoie le *Duquesne* à Toulon et transfère sa marque sur *L'Albatros*. De nouvelles manifestations collectives auront lieu sur d'autres bâtiments, et même sur des bases à terre comme sur la base d'aéronautique navale de Berre. Ces manifestations sont moins liées à la qualité de la nourriture qu'au report des permissions, aux exigences de la mission et à la présence de quelques meneurs. Une commission d'enquête fut instituée et des sanctions disciplinaires modérées prises à l'encontre des perturbateurs. Le vice-amiral Mouget soulignera que les équipages étaient très dévoués au service mais qu'ils étaient à l'image de la population française qui comptait des partisans du Front populaire. L'ordre sera bien vite rétabli, mais à aucun moment la mission de la marine ne fut compromise. Plus grave sera l'affaire du sous-marin *Le Tonnant*.

Le Tonnant appartenait à une série de trente-et-un sous-marins dits de 1 500 tonnes. Lancé en 1934, il fut admis au service actif en juin 1937. En novembre 1936, il se trouvait provisoirement au bassin dans l'arsenal de Toulon. C'est alors que fut découvert un complot visant, lors de prochains essais à la mer, à neutraliser les officiers du *Tonnant* et à conduire le sous-marin en Espagne pour l'intégrer dans la flotte républicaine. À l'image des marins espagnols républicains qui, après l'appareillage de Carthagène, massacrèrent la presque totalité des officiers, écrira le vice-amiral d'escadre Sabatier de Lachadenède. Mais comment en était-on arrivé à pareille situation ?

Depuis plusieurs mois, *Le Tonnant* poursuivait son armement aux chantiers de la Seyne, où son équipage était logé. Durant des mois, il fut en contact quotidien avec les ouvriers des chantiers, parmi lesquels on comptait nombre de communistes et d'anarchistes acquis à la cause des républicains espagnols. À l'heure de la pause, ils parlaient métier avec les marins, leur faisaient part de leurs difficultés, des conflits avec leur direction, des grèves souvent violentes, de leurs rapports tendus avec l'autorité militaire, de la candidature aux élections d'André Marty, dont ils savaient qu'il était inéligible, mais qui à leurs yeux était un véritable symbole. Antifascistes, ils disaient toute leur admiration pour ceux qui rejoignaient les Brigades internationales et rappelaient qu'un véritable bureau de recrutement était ouvert à Toulon, à la Bourse du travail. Les marins écoutaient mais ce qu'ils ne savaient pas, c'est que leurs interlocuteurs, souvent étrangers à notre région et issus du milieu métallurgique parisien, avaient un long passé syndicaliste derrière eux et qu'ils étaient de redoutables agitateurs. La Seyne, Toulon, abritent alors des cellules de propagandistes rompus aux manipulations et à l'organisation de manifestations. Ces propagandistes sont en général ouvriers de l'arsenal ou des Forges et chantiers de la Méditerranée. Ce sont eux qui ont transformé en émeute à Toulon la manifestation du 8 septembre 1935, prévue à l'origine pour dénoncer les décrets-lois de Laval portant réduction de 10% des salaires des ouvriers des arsenaux. Des meneurs qui la piloteront jusque dans la basse ville pour contrarier la progression des forces de l'ordre. Une émeute qui ne prendra fin que dans la nuit, quand le préfet maritime requis par le sous-préfet fit disposer un projecteur et une mitrailleuse qui prenaient en enfilade la rue du Canon. Cette émeute fit deux morts, deux cents blessés et des dégâts considérables.

À l'heure du déjeuner, deux ouvriers acquis aux thèses communistes proposent à leurs camarades de poser pour une photo de groupe et ils leur suggèrent à titre de plaisanteries de lever le poing. Ils s'exécutent, sans doute moins par adhésion au discours des meneurs que par bravade, sachant bien que le poing levé est le geste symbolisant la lutte et le combat véhiculé par le parti communiste, et qu'il est interdit dans les armées françaises. En se regroupant sur le pont du sous-marin, les marins n'ont pas vu qu'au premier plan le journal *L'Humanité* a été déployé complaisamment. C'est alors que le commandant prend connaissance de propos tenus au poste d'équipage, où il est question de l'organisation d'une mutinerie lors de l'appareillage du sous-marin pour les essais de recette de ses diesels. En fait, il s'agissait d'un véritable complot visant à se débarrasser des officiers, à l'image des marins espagnols républicains qui, après l'appareillage de Carthagène massacrèrent la quasi-totalité de leurs officiers, et ensuite conduire *Le Tonnant* en Espagne pour en faire don à la marine espagnole républicaine. Les deux meneurs présumés, deux tourneurs de la région parisienne, seront incarcérés à la prison maritime. Dans le sac de l'un d'entre eux, on découvre la photo de vingt-trois marins posant le poing levé. Ils sont immédiatement incarcérés. Bien entendu, des sanctions disciplinaires suivirent ces événements. Cinq quartiers-maîtres furent réduits au grade de matelots sans spécialité et leurs engagements résiliés, trois matelots considérés comme meneurs furent envoyés aux sections spéciales, trois quartiers-maîtres écopèrent de trente à soixante jours de prison et tous les marins figurant sur la photographie furent punis de prison et débarqués.

Un sous-marin espagnol à Brest

Dans la nuit du 28 août 1937, deux marins-pêcheurs qui relèvent leurs casiers en rade de Brest s'étonnent de l'arrivée d'un sous-marin battant pavillon de la République espagnole. Leur étonnement est tel qu'ils en avisent la police. L'arrivée du sous-marin est d'autant plus insolite que la règle exige que les bâtiments de guerre fassent par voie diplomatique une demande d'escale dans un port étranger. Fait singulier, seul un pilote du port est au courant de cette arrivée surprenante. Il propose au commandant du sous-marin, qui est mis sous la surveillance de la police, un mouillage provisoire. Ce n'est que le lendemain que les autorités civiles et militaires sont avisées de l'arrivée inopinée du sous-marin qui est déplacé vers un quai réservé aux navires de commerce. La manœuvre n'a pas échappé aux dockers, qui saluent le poing levé l'équipage du sous-marin qui, le poing levé aussi, lui rend leur salut. Les autorités françaises demandent à être immédiatement reçues à bord du sous-marin. Son commandant explique qu'il avait quitté Santander pour échapper aux troupes nationalistes, sans avoir eu le temps de faire une demande d'escale officielle à Brest pour y faire réparer les avaries qui s'étaient déclarées sur son bâtiment lors de son transit. Ces explications données, le commandant du sous-marin, le capitaine Ferrando, sous l'étroit contrôle du commissaire politique Luis Fernandez-Amador, délégué du gouvernement espagnol, quittait Brest pour Paris afin d'y recevoir des ordres et les fonds nécessaires pour la réparation de son bâtiment. Le préfet maritime de Brest attend l'autorisation du gouvernement et du chef d'état-major de la marine pour faire entreprendre les réparations sollicitées. À titre de précaution, l'équipage du sous-marin est consignés à bord. Le commissaire spécial de Brest établissait que le C2 avait subi un violent bombardement de l'aviation allemande, le 25 août. Assez vite, il apparaît que la situation du sous-marin relève de la situation bien connue par l'ensemble des forces navales espagnoles. Lors du soulèvement franquiste, les hommes d'équipages étaient restés fidèles à la république alors que la plupart des officiers s'étaient rangés du côté nationaliste, du moins ceux qui n'avaient pas été massacrés. Rapidement, il apparaît que l'équipage est fortement divisé. Depuis le début de la guerre, les services de renseignement franquistes se sont déployés en France, notamment à Brest, où ils bénéficient du concours logistique de l'extrême-droite française : Action française, parti populaire français, parti social français, Cagoule, ainsi que de l'OVRA, police clandestine mussolinienne, déjà présente à Toulon à cette date, et des services de renseignements allemands. À Irún, une antenne des services de renseignements franquistes est fort active. Elle est dirigée par un officier de cavalerie haut en couleur, Julián Troncoso, qui s'est illustré durant la guerre du Rif, et est un proche du général Franco. Le service action qu'il anime est à l'origine d'opérations spectaculaires, comme la destruction à Bordeaux de moteurs d'avions destinés aux républicains ou le détournement à Nantes d'un pétrolier chargé de pétrole russe destiné à la marine républicaine espagnole. Il aura un rôle considérable, et par certains côtés rocambolesques, dans l'affaire sous-marin C2. La flotte de la république espagnole dispose de six sous-marins, alors que les nationalistes n'en ont aucun. Julián Troncoso va donc s'efforcer d'en doter la flotte franquiste. Ses cibles sont le C4, réfugié aux chantiers navals de la Gironde, et le C2. Les lourdes avaries du C4 le dissuaderont de toute tentative. Reste le C2. Les agents franquistes parviennent sans mal à approcher son équipage qui n'est plus consignés, et une belle entraîneuse, acquise à la cause franquiste, use de son charme pour sonder son commandant. Des primes substantielles de deux millions de pesetas sont promises aux marins encore indécis pour les inciter à rejoindre la marine nationaliste. Jugeant le moment favorable, Troncoso décide de passer à l'action. Le 17 septembre, c'est un véritable commando qui franchit la frontière. Parmi ses membres, un vrai *condottiere*, ancien capitaine de l'armée espagnole, qui a déjà mené des actions armées en France. Mais Troncoso ignore que ses services ont été infiltrés par des anarchistes espagnols qui, au courant de ses intentions, veillent sur le C2 en liaison avec les communistes brestois qui ont mis en place un piquet de vigilance armé. Un dispositif si peu discret que certains officiers de marine français en prendront ombrage. On apprendra plus tard que, dès l'arrivée du C2, la section brestoise du parti communiste avait pris contact avec son équipage et avait remis deux armes de poing à un marin espagnol syndicaliste connu pour son attachement à la république.

Le 28 septembre, à 21 heures, une embarcation s'approche du sous-marin qui est amarré au port de commerce sur la bouée du navire hydrographique *Théodore Tessier*. À son bord, Troncoso et ses comparses, avant d'accoster le sous-marin, ont pris la précaution de saboter la voiture du commandant en second du bâtiment hydrographique pour interdire toute tentative de poursuite des assaillants. Troncoso hèle le commandant du sous-marin et lui dit être porteur d'ordres de première importance. Le commando est autorisé à monter à bord. Le chef mécanicien qui s'étonne de son comportement se trouve sous la menace d'un pistolet tenu par Troncoso. Tout va alors très vite. Les onze marins qui se trouvent à bord sont neutralisés et le commando tente, en vain, de lancer les moteurs du sous-marin pour appareiller. Il n'y parvient pas, car les moteurs avaient été sabotés par l'équipage, avisé des menaces franquistes par les anarchistes espagnols. Durant ce même temps, le commando découvre un marin militant syndicaliste armé d'un pistolet, retranché dans le kiosque. C'est en vain qu'on tentera de le déloger. Un des membres du commando engage avec lui un corps à corps. Il est abattu par le marin républicain. Il est minuit, l'alerte est donnée, l'opération franquiste a échoué. La police découvre le corps de l'assaillant. Il s'agit d'un agent franquiste. Les membres du commando tentent de rejoindre l'Espagne franquiste au plus vite. Plusieurs fuyards y réussiront. Mais le 19 décembre, sans doute renseignés par les

anarchistes espagnols, les gendarmes stoppent un véhicule à une trentaine de kilomètres de Bordeaux. À son bord se trouvent trois membres du commando et le commandant du C2 ainsi que son chef mécanicien. Les suspects sont transférés à Brest et incarcérés. Le commandant du C2 et son chef mécanicien ne sont pas inquiétés, car sans doute considérés comme otages du commando. À bord du véhicule des fuyards, les gendarmes avaient découvert une lettre de Troncoso proposant deux millions de pesetas au commandant du C2 s'il livrait le sous-marin aux franquistes. À bord du sous-marin, la confusion la plus totale règne. Le 20 septembre, Troncoso, qui espère bénéficier d'une protection politique et diplomatique, téléphone au commissaire de police de Hendaye pour lui annoncer sa visite et lui déclarer qu'il assumait toute la responsabilité dans l'affaire du sous-marin C2. Arrivé à Hendaye, il donne sa parole d'officier au commissaire de police qu'il ne quitterait pas la ville. Le ministre de l'Intérieur, en dépit des pressions et des chantages exercés sur lui, lance un mandat d'amener contre Troncoso, la police ayant établi de façon formelle sa participation au commando qui avait tenté de s'emparer du sous-marin. Le 22 septembre, le jeune phalangiste qui avait trouvé la mort lors de l'assaut raté du C2 était inhumé à Brest. Sa famille réclamant son corps, il sera exhumé et inhumé à San Sebastián, le 17 octobre. La presse franquiste saluera en lui un héros tombé au service de Dieu et de l'Espagne. De nouvelles menaces pesant sur le sous-marin, les autorités françaises décident de l'autoriser à mouiller dans l'arsenal. La presse se déchaîne. Le 27 septembre, les groupes antifascistes et la section brestoise du parti communiste dénoncent l'attitude du gouvernement et publient la liste des actions armées conduites en France par les groupes d'extrême-droite et les noms de certains de leurs adhérents, considérés comme armés. Le 29 septembre, les membres du commando sont incarcérés. Au cours de l'instruction, le commandant du C2 reconnaîtra avoir bien fait partie du commando. Le sous-marin C2 étant reconnu comme territoire espagnol, les suspects échapperont aux assises et seront traduits devant le tribunal correctionnel de Brest pour port d'armes illégal et usage de faux passeports. Le procès émaillé de multiples incidents se déroulera les 15 et 16 mars 1938 et le verdict tombait le 22 mars 1938. Troncoso était acquitté et ses comparses se voyaient infliger des peines très légères, ce qui faisait dire au journal socialiste *Le Breton* : « *è finita la comedia* ». Mais durant cette passe d'armes, qu'est-il advenu du sous-marin C2 ? Le 6 novembre 1937, sous la protection d'un contre-torpilleur et de deux hydravions, il avait été remorqué jusqu'à Saint-Nazaire pour y être réparé. Les réparations ayant pris du retard en raison de difficultés de financement et un nouveau sabotage, ce n'est que le 17 juin 1938 que le sous-marin ralliait Carthagène, sous le commandement de deux officiers russes. Après la victoire franquiste, il fut intégré dans la flotte nationale et désarmé en 1948.

La singulière aventure des sous-marins *Le Tonnant* et C2 espagnol s'est inscrite dans une période particulièrement difficile pour la France. L'affaire du *Tonnant* passera quasiment inaperçue et la mémoire toulonnaise n'en conservera aucun souvenir. J'avais fait part de mon étonnement à notre ancien président, le vice-amiral Guillou, enseigne de vaisseau alors affecté à Toulon au moment des faits. Il m'avait dit avoir totalement ignoré ces faits. Du *Tonnant*, il ne conservait que le souvenir d'un sous-marin remarquable armé par un équipage soudé, connu pour sa croisière de huit mois en 1938 en Extrême-Orient, atteint lors de l'attaque anglo-américaine de Dakar le 28 novembre 1942, meurtri par le décès de son commandant, le lieutenant de vaisseau Paumier, et par son sabordage au large de Cadix après avoir évacué son équipage, car il ne put rallier Toulon. Le silence fait autour du sous-marin *Le Tonnant* n'a rien d'étonnant, la marine ayant estimé que le meilleur moyen de maîtriser la situation était de la considérer comme un épiphénomène et les sanctions relativement légères prises envers les mutins traduisent manifestement une volonté d'apaisement. Le vice-amiral Mouget ne pouvait que constater que les équipages dévoués au service étaient à l'image de la population française, laquelle comportait des partisans du Front populaire. Il notait la difficulté de faire entendre aux équipages que l'évolution sociale et politique du pays n'était pas susceptible d'être transposée dans le cadre militaire. C'est aussi ce qu'estimait le vice-amiral d'escadre Sabatier de Lachadenède. L'affaire du sous-marin espagnol eut un retentissement national. Rares sont les journaux qui observèrent la réserve et l'objectivité qui auraient dû prévaloir en pareille circonstance. Le très sérieux *Temps* n'échappera pas à la polémique. *L'Action française*, *Gringoire*, *Je Suis Partout*, *L'Humanité* s'affrontèrent dans leurs éditions quotidiennes. L'affaire du sous-marin espagnol C2 s'inscrivait dans le contexte d'une France déchirée, marquée par l'impuissance des gouvernements successifs à maîtriser la crise économique autant que la division de l'opinion publique.

Bibliographie

La Marine française et la guerre civile d'Espagne 1936-1939, vice-amiral d'escadre René Sabatier de Lachadenède. Service Historique de la Marine, 1993.
Nuit franquiste sur Brest, L'attaque du sous-marin républicain C2, 1937, Patrick Gourlay. Éditeur Coop Breiz Collection enquête, 2013.
Dossier secret de la Cagoule, Christian Bernadac, Éditeur France Empire, 1977.
Rôle de l'équipage du sous-marin *Le Tonnant*. Service historique de la Défense, Toulon.
Journal Ouest-Éclair.
Journal Le Petit Var.